

ACTION URGENTE

DEUX OUÏGHOURS RISQUENT LA TORTURE

Memet Haji et Nasir Abdusalam ont été arrêtés le 23 septembre dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, située dans le nord-ouest de la Chine ; ils sont apparemment suspectés d'avoir divulgué des « secrets d'État ». On croit savoir que ces « secrets d'État » seraient liés à des allégations de torture ayant entraîné la mort de Tursun Shohret, un parent de Memet Haji. Ces deux hommes risquent de subir des actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

Memet Haji est un parent de Tursun Shohret, qui avait été arrêté le 6 juillet à Ürümqi, la capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Tursun Shohret est mort en détention. Le 19 septembre, la police de Lengger (Langan en chinois), un village du canton de Korgas (Huocheng), qui fait partie de la préfecture d'Ili (Yili), a remis le corps de Tursun Shohret à sa famille en déclarant qu'il avait succombé à une crise cardiaque. Selon ses proches, son torse était couvert d'ecchymoses et ses jambes, son ventre et son dos présentaient des cicatrices et des entailles. Ils pensent qu'il est mort des suites d'actes de torture. Ils ont refusé de l'enterrer immédiatement, comme l'exigeait la police, et ont demandé qu'une enquête soit menée. Radio Free Asia, rapportant les propos de villageois restés anonymes, a indiqué que le 19 septembre, le domicile familial avait été encerclé par huit camions remplis de soldats et deux véhicules équipés d'armes qui empêchaient les villageois de rendre visite à la famille.

Ce même jour, des soldats ont pénétré de force dans la maison et ont menacé d'enterrer Tursun Shohret si ses proches ne le faisaient pas eux-mêmes. Les obsèques de Tursun Shohret ont donc eu lieu le dimanche 20 septembre. Nasir Abdusalam a participé à l'accomplissement des rites funéraires. D'après Radio Free Asia, avant l'enterrement, le père de Tursun Shohret a utilisé le téléphone portable de Nasir Abdusalam afin d'appeler la station de radio, qui a rendu publiques les allégations de torture le 19 septembre.

La police est massivement présente dans le village depuis l'enterrement de Tursun Shohret en raison de l'enquête qu'elle mène pour connaître la source de Radio Free Asia concernant les informations sur le cas de cet homme. Il semble qu'elle soit encore à la recherche d'une troisième personne, dont on ignore l'identité.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en mandarin, en anglais ou dans votre propre langue) :

- demandez la libération immédiate et sans condition de Memet Haji et de Nasir Abdusalam, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction dûment reconnue par le droit international ;
- priez instamment les autorités de garantir que ces deux hommes ne seront ni torturés, ni soumis à une quelconque autre forme de mauvais traitements en détention ;
- engagez-les à veiller à ce qu'ils puissent entrer en contact avec leurs proches et consulter les avocats de leur choix ;
- exhortez-les à mener une enquête indépendante et impartiale sur les affirmations selon lesquelles la mort en détention de Tursun Shohret serait due à des actes de torture, afin que les responsables présumés soient traduits en justice.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 5 NOVEMBRE 2009 À :

Président du gouvernement populaire de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :
Nur BEKRI Zhuxi
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Renmin Zhengfu,
2 Zhongshanlu, Wulumuqishi, 830041
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu
République populaire de Chine
Courriers électroniques :
master@xinjiang.gov.cn
Formule d'appel : *Dear Chairman, /*
Monsieur,

Président de la Commission d'État pour les affaires ethniques de la République populaire de Chine :
YANG Jing Zhuren
Guojia Minzu Shiwu Weiyuanhui
252 Taipingqiaodajie, Xichengqu
Beijingshi 100800
République populaire de Chine
Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Monsieur,

Directeur du département de la Sécurité publique de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :
LIU Yaohua Tingzhang
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Gong'anting
58 Huanghelu
Wulumuqishi 830001
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu
République populaire de Chine
Formule d'appel : *Dear Director, /* Monsieur,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DEUX OUIGHOURS RISQUENT LA TORTURE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Tursun Shohret figurait parmi les quelque 40 personnes originaires de Korgas arrêtées à peu près au moment des émeutes qui ont eu lieu en juillet à Ürümqi, la capitale de la région du Xinjiang. D'après son père, cité par Radio Free Asia, il a été transféré dans la préfecture d'Ili le 18 juillet, puis dans le canton de Korgas le 23 juillet.

Des mesures de sécurité renforcées ont été mises en place dans toute la Chine alors que le pays s'apprête à fêter le 60^{ème} anniversaire de la proclamation de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949. Des postes de contrôle ont notamment été installés sur toutes les routes menant à Pékin et les liquides ne sont plus acheminés par les services postaux. De nombreux militants des droits humains sont réduits au silence afin de garantir que les festivités se déroulent selon les plans des autorités, et des milliers de personnes ont été arrêtées dans le cadre de la campagne de lutte contre la délinquance intitulée « *Frapper fort* ». Les autorités ont de nouveau cessé de délivrer des autorisations de déplacement aux étrangers pour se rendre dans la région autonome du Tibet, et les récentes émeutes qui ont eu lieu dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang n'ont fait qu'accroître les lourdes mesures de sécurité.

À la suite des troubles de juillet dans la région du Xinjiang, les autorités ont arrêté des milliers de personnes, en auraient déferé plusieurs dizaines devant la justice et ont menacé toutes celles impliquées dans ces événements de peines sévères. Elles interprètent tous les signes de dissension comme découlant d'activités « *terroristes* » ou « *séparatistes* », justifiant leur répression sévère tout en ignorant les causes profondes de mécontentement. Elles prétendent que les troubles de juillet ont été orchestrés par des organisations opérant hors de Chine telles que le Congrès ouïghour mondial, dont la présidente actuelle est Rebiya Kadeer, une ancienne prisonnière d'opinion. Des témoignages oculaires dont Amnesty International a eu connaissance contredisent les comptes rendus du gouvernement sur les événements de juillet et semblent indiquer que les autorités ont eu recours à une force excessive ayant fait des blessés et des morts.

Lors de sa récente assemblée, le Comité central du Parti communiste chinois s'est solennellement engagé à « *prévenir efficacement et réprimer fermement les activités séparatistes d'origine ethnique* » et à institutionnaliser des mesures visant à combattre la corruption.

Ces dernières années, les autorités chinoises ont eu de plus en plus recours à des dispositions du Code pénal formulées en termes vagues pour entraver la liberté d'expression. Parmi ces dispositions, on peut citer la notion de « *troubles à l'ordre public* » et celle d'« *atteinte à la sûreté de l'État* », qui comprend, entre autres, la « *subversion de l'État* », le « *séparatisme* » et la « *divulgence de secrets d'État* ». La définition des « *secrets d'État* » est très large et arbitraire ; elle peut être rétroactive et donc susceptible d'être utilisée de façon abusive : les personnes accusées de ce type d'infraction sont souvent privées de nombre de leurs droits, notamment celui de consulter l'avocat de leur choix, de contacter leur famille et de bénéficier d'un procès public. Rebiya Kadeer, par exemple, a été condamnée pour « *divulgence de secrets d'État* ». Dans son jugement, ces « *informations secrètes* » sont décrites comme étant des exemplaires des journaux *Kashgar Daily*, *Xinjiang Legal News*, *Yili Daily* et *Yili Evening News*, accessibles au grand public, qu'elle avait fait parvenir à son mari aux États-Unis.

AU 252/09, ASA 17/053/2009, 24 septembre 2009

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

